



MINISTÈRE  
DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI  
ET DE L'INSERTION

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# PROCOLE NATIONAL POUR ASSURER LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES SALARIÉS EN ENTREPRISE

F A C E ũ L ũ S P I D S M-19 D E

Actualisé au 8 avril 2021

COVID-19

PROTÉGEONS-NOUS LES UNS LES AUTRES



Se laver régulièrement  
les mains ou utiliser une solution  
hydro-alcoolique



Tousser ou éternuer dans son coude  
ou dans un mouchoir



Se moucher dans un mouchoir  
à usage unique puis le jeter



Éviter de se toucher  
le visage



Respecter une distance d'au moins  
deux mètres avec les autres



Saluer sans serrer la main  
et arrêter les embrassades



Portez un masque chirurgical ou en tissu  
de catégorie 1 quand la distance de  
deux mètres ne peut pas être respectée



Limiter au maximum  
ses contacts sociaux  
(6 maximum)



Aérer les pièces le plus souvent  
possible, au minimum quelques  
minutes toutes les heures



Utiliser les outils numériques  
(TousAntiCovid)

## Sommaire

- I- Les modalités de mise en œuvre des mesures de protection dans l'entreprise et le secteur social **p.3**
- II- Les mesures de protection des salariés **p.5**
- III- Les dispositifs de protection des salariés **p.11**
- IV- Les tests de dépistage **p.12**
- V- Le protocole de prise en charge des personnes symptomatiques et de ses contacts rapprochés **p.13**
- VI- La prise de température **p.15**
  
- Annexe 1 : Quelques bonnes pratiques à promouvoir dans la gestion des flux de personnes **p.16**
- Annexe 2 : Nettoyage/ désinfection des surfaces et aération des locaux : modalités pratiques **p.18**
- Annexe 3 : Les masques **p.20**

La situation sanitaire rend nécessaire une vigilance constante face à un risque épidémique élevé, comme en témoignent le niveau de circulation important du virus sur le territoire ainsi que l'apparition de nouveaux variants.

Il s'agit de mettre en œuvre des mesures de prévention dans le cadre d'un dialogue social et après avoir informé les salariés.

Les entreprises mettent en œuvre des mesures de prévention dans le cadre d'un dialogue social interne et après avoir informé les salariés.

Conformément aux principes généraux de prévention en matière de protection de la santé et de sécurité au travail, la poursuite de l'activité doit être assurée par ordre de priorité :

- 1. À évaluer les risques d'exposition au virus ;
- 2. À mettre en œuvre des mesures de prévention en fonction de la source ;
- 3. À réduire au maximum les expositions qui ne peuvent être supprimées ;
- 4. À privilégier les mesures de protection collective ;
- 5. À mettre en place les mesures de protection des salariés répondant aux orientations du présent protocole.

## I- LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES DE PROTECTION DANS L'ENTREPRISE DANS LE CADRE DU DIALOGUE SOCIAL

La définition et la mise en œuvre des mesures de prévention doit être réalisée de manière préalable, conduit dans un cadre concerté, afin de garantir leur faisabilité, leur effectivité et leur appropriation la plus large par tous les acteurs participant à la lutte contre la propagation du virus. A cet égard, le dialogue social est un élément essentiel de la mise en œuvre des mesures prévues par ce protocole. L'association des représentants syndicaux facilite la déclinaison de ces mesures dans l'entreprise en tenant compte de la réalité de son activité, de sa situation géographique et de la situation épidémiologique, et des missions confiées à chaque service. Les difficultés concrètes liées à leur mise en œuvre.

La bonne information de l'ensemble des salariés et des représentants du travail sont également indispensables. Elles permettent de trouver les solutions les plus opérationnelles pour l'entreprise tout en renforçant la confiance de tous dans les mesures de prévention. La capacité de l'entreprise à poursuivre l'activité est préservée. Les informations concernant les salariés ou toute personne entrant sur le lieu de travail sont diffusées auprès des salariés par note de service et communiquées au comité social et économique. Elles peuvent être intégrées dans le règlement intérieur.

Un référent Covid-19 est désigné. Dans les entreprises de petite taille, il peut être le dirigeant.

Il s'assure de l'adoption des mesures définies et de leur mise en œuvre et sa mission est communiquée à l'ensemble des salariés.

Les entreprises peuvent s'appuyer, pour la mise en œuvre des services de santé au travail, au titre de leur rôle de co-responsables, sur les services de santé au travail des employeurs et des salariés ainsi que de leurs représentants.

Les employeurs doivent accorder une attention toute particulière :

1) Aux travailleurs détachés, aux travailleurs saisonniers ainsi qu'aux intérimaires de contrat de courte durée de façon à s'assurer de la mise en œuvre de mesures de propagation du virus, des gestes barrière, des mesures de distanciation physique et des dispositifs de protection de la santé des salariés mis en œuvre au sein de l'entreprise équivalente à celle des autres salariés. Ils peuvent pour ce faire diffuser [les vidéos et fiches métiers](#), traduites en différentes langues, disponibles sur [le site du ministère du travail](#). Lorsque les employeurs assurent l'hébergement des travailleurs, ils doivent être respectueux, en privilégiant par exemple le respect des règles de vigilance des maîtres d'œuvre et de ceux qui sont respectés par le sous-traitant direct ou indirect des règles relatives à la santé et sécurité du travail, et donc de celles relatives à l'hébergement.

2) Aux « personnes vulnérables » identifiées dans le décret 2020-1365 du 10 novembre 2020 comme étant à risque de formes graves de Covid-19 suite aux avis des 6 et 29 octobre 2020 du Haut Conseil de la santé publique (HCSP)<sup>1</sup>.

Sont notamment concernées :

- ∫ Les personnes âgées de 65 ans et plus ;
- ∫ Les personnes ayant des antécédents cardiovasculaires, celles ayant un diabète non équilibré, celles en obésité (IMC > 30), celle atteintes d'une maladie congénitale ou acquise, celles atteintes d'une myasthénie, sclérose en plaques, maladie de Parkinson ;
- ∫ Les femmes au troisième trimestre de leur grossesse.

Lorsque l'employeur a connaissance de ces situations, il doit :

- ∫ Organiser quand c'est possible leur travail de façon à limiter les contacts ;
- ∫ En cas d'impossibilité, mettre en place les mesures de protection individuelles et collectives, notamment :
  - o bureau individuel ou limitation du risque (ex : écran de protection, aménagement des horaires) ;
  - o vigilance particulière quant au respect des gestes barrière et port d'un masque de type chirurgical ;
  - o absence, ou à défaut limitation du partage du poste de travail et nettoyage et désinfection de ce dernier au moins en début et en fin de poste ;
  - o mode de déplacement domicile travail favorisant le respect des gestes barrières, pouvant notamment s'appuyer sur des modes de transport adaptés d'arrivée et de départ.

<sup>1</sup> <https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapports>

- o mise à disposition de masques de type chirurgical y compris pour les transports.

Lorsque l'employeur ne peut pas remplir ces conditions de protection, il place le salarié en situation d'activité partielle. Lorsque le salarié a perdu un certificat médical justificatif n'est pas en possession, il doit s'inscrire auprès de son médecin professionnel en tant que travailleur ou en présentiel. Lorsque le salarié est en désaccord sur l'application des mesures de protection, il peut saisir le médecin du travail qui se prononce en recourant, le cas échéant, dans l'attente de l'avis du médecin du travail, le salarié.

## II- LES MESURES DE PROTECTION DES SALARIÉS

Les mesures de protection des salariés s'appliquent.

### Mesures d'hygiène et de distanciation physique

Le télétravail est un mode d'organisation de l'entreprise de prévention du risque d'infection COVID-19 et permet de limiter les interactions sociales aux abords des lieux de travail et sur les trajets domicile travail. Aussi, le télétravail peut être considéré comme une des mesures les plus efficaces pour prévenir le risque d'infection SARS-CoV-2 dans un objectif de protection de la santé des travailleurs, conformément au premier principe de prévention énoncé à l'article 141-2 du code du travail qui consiste à éviter les risques pour la santé et la sécurité au travail.

L'accord national interprofessionnel (ANI) du 21 septembre 2020 constitue un cadre de référence.

Dans les circonstances exceptionnelles actuelles, il doit être la règle pour l'ensemble des activités.

Dans ce cadre, le temps de travail effectué en télétravail est porté à 100% pour les salariés qui peuvent effectuer l'ensemble de leurs tâches. Le télétravail doit permettre de réduire les déplacements domicile-travail et d'améliorer la gestion de présence en entreprise pour l'exécution des tâches qui ne peuvent être réalisées en télétravail, et pour réduire les interactions sociales.

Les employeurs fixent les règles applicables dans le cadre du dialogue social de proximité, en veillant au maintien des liens au sein du collectif de travail et à la prévention des risques liés à l'isolement des salariés en télétravail.

Les entreprises définissent un plan d'action pour maximiser le temps de présence sur site des salariés, tenant compte des activités et des travaux réalisables au plein emploi, en fonction des modalités de travail, de la taille de l'entreprise, fait l'objet d'un changement. En cas de contrôle, les actions mises en œuvre seront prises.

Pour les salariés en télétravail à 100 %, un retour en présentiel est possible un jour par semaine au maximum lorsqu'ils en expriment le besoin, avec un aménagement qui prend en compte les spécificités liées aux organisations de travail, notamment pour le travail en équipe et s'attache à limiter le temps de trajet.

Pour les activités qui ne peuvent être réalisées en télétravail, l'employeur systématiquement un lissage des horaires de travail pour éviter l'affluence aux heures de pointe.

La continuité de l'activité est assurée par le respect de l'ensemble des règles d'hygiène et de distanciation physique présentées dans ce chapitre.

Sur les lieux de travail, ces mesures ont un rôle essentiel pour réduire au maximum le risque en supprimant les contacts individuels et collectifs. L'employeur procède régulièrement à un rappel du respect systématique des règles d'hygiène et de distanciation.

L'employeur informe le salarié de l'importance de ces mesures et de l'impact de son activité pendant les horaires de travail.

L'objectif est de limiter le croisement (flux de personnes) et de concentration (densité) des personnels et des clients afin de faciliter le respect de la distanciation physique. Chaque collaborateur doit respecter la règle de distanciation physique par rapport à toute personne (ex. autre salarié, client, usager, prestataire, etc.) associée au port du masque. L'employeur cherchera, par le biais de l'organisation du processus de travail, à revoir l'organisation de l'espace de travail pour éviter ou limiter au maximum les regroupements et les croisements.

Ainsi, les réunions en audio ou visioconférence doivent être privilégiées et les réunions en présentiel rester l'exception.

Chaque salarié est tenu informé de ces dispositions.

L'employeur définit un plan de gestion des flux de personnes et de prestataires avec la mise en place de plans de circulation incitatifs visant à fluidifier plutôt qu'à ralentir.

Des exemples de bonnes pratiques sont présentés en annexe 1.

L'employeur ou l'exploitant jugeant nécessaire, précise le nombre de personnes pouvant être présentes simultanément dans un même espace clos (salariés, clients, prestataires, fournisseurs) dans les locaux et rappelle les règles de port du masque ci-dessous, en fonction de l'activité et de la configuration des locaux. Cette « jauge » fait l'objet d'affichage par l'employeur.

L'espace considéré (Il peut être relatif à titre indicatif, un paramétrage de la jauge à 4 m<sup>2</sup> par personne afin de garantir une distance d'au moins un mètre autour des personnes dans toutes les directions

Des dispositifs de séparation entre salariés ou entre salariés et autres personnes présentes sur le lieu de travail (clients, prestataires) de type écrans transparents peuvent être mis en place par l'employeur pour ces postes de travail.

En matière de restauration collective, les recommandations de l'organisation pratique permettant notamment de respecter les mesures barrières et de distanciation physique dans la restauration collective en prévision de sa réouverture dans le cadre de la restauration commerciale et de l'industrie sont rappelées dans la fiche spécifique qui se trouve sur le [site du ministère du travail](#).

### **Port du masque :**

#### **Dans les lieux collectifs clos :**

Dans les zones en état d'urgence sanitaire, à la lumière des connaissances scientifiques sur la transmission du virus par aérosols et compte tenu des recommandations du HCSP en date du 28 août 2020 et des 14, 18 et 20 janvier 2021<sup>2</sup>, le port du masque est systématique au sein des entreprises dans les lieux collectifs clos. Il s'agit soit d'un « grand public filtration supérieure à 90% » (correspondant au masque dit de « catégorie 1 »), soit d'un masque de type FFP2 ou équivalent. Ce port doit être associé à une distance d'au moins un mètre entre les personnes, de l'hygiène des mains, des gestes de prévention et de la gestion des flux de personnes. Les masques grand public filtration supérieure à 90% (correspondant au masque dit de « catégorie 1 ») doivent avoir satisfait aux tests garantissant les performances listées en annexe 3.

Ils couvrent à la fois le nez, la bouche et le menton et ils répondent aux spécifications en vigueur : <https://www.entreprises.gouv.fr/fr/covid-19/covid-19-informations-relatives-aux-masques-grand-public>.

Ils sont reconnaissables par un ou plusieurs pictogrammes qui doivent obligatoirement figurer sur leur emballage ou sur leur notice.



Des adaptations à ce principe général peuvent être organisées par les entreprises pour répondre aux spécificités de certaines activités ou secteurs professionnels après avoir mené une analyse des risques de transmission du SARS-CoV-2 et des dispositifs de prévention à mettre en œuvre. Elles s'échangent avec les personnes ou leurs représentants, afin de répondre à la nécessité de s'adapter à la réglementation et de résoudre les difficultés et les adaptations au sein de l'entreprise.

<sup>2</sup> <https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapports>

[Ces adaptations sont publiées dans le question/réponse du site internet du ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion.](#)

Dans les situations répertoriées dans ce question/réponse, la distanciation entre deux personnes est portée à deux mètres lorsque le masque ne peut être porté. Il en est de même dans les espaces de restauration collective ([cf. fiche spécifique](#)).

#### **Dans les bureaux individuels :**

Pour les salariés travaillant seuls dans un bureau (ou une pièce) nominatif, ils ne sont pas à porter le masque dès lors qu'ils travaillent seuls dans leur bureau.

#### **Dans les ateliers :**

Il est possible de ne pas porter le masque pour les salariés travaillant en ateliers dès lors que les conditions de ventilation / aération fonctionnelles sont conformes à la réglementation, que le nombre de personnes présentes dans la zone de travail est limité, que ces personnes respectent la plus grande distance possible entre elles, au moins 2 mètres, y compris dans leurs déplacements, et portent une visière.

#### **En extérieur :**

Pour les travailleurs en extérieur, le port du masque est nécessaire en cas de regroupement ou d'incapacité de deux mètres entre personnes distance

#### **Dans les véhicules :**

L'employeur n'est pas tenu de garantir le port du masque en cas de transport de salariés dans un même véhicule dans le cadre de l'activité professionnelle du salarié.

Lorsque ce mode de transport est nécessaire, la présence de plusieurs salariés dans un véhicule est possible à la condition du port du masque par chacun, du respect de l'hygiène des mains et de l'exécution d'une procédure effective de nettoyage / désinfection régulière du véhicule et une aération de quelques minutes du véhicule très régulière. Les personnes à risque de forme grave de Covid-19 portent des masques de type chirurgical.

#### **Dans les lieux ayant des établissements recevant du public :**

Par ailleurs, il est rappelé dans les établissements recevant du public que le port du masque du public, sauf dispositions particulières prévues par le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Le préfet de département est également habilité à le rendre obligatoire, lorsque les circonstances locales l'exigent.

### **Prévention des risques de contamination manu-portée**

L'employeur met en place des procédures minimales (nettoyage journalier et à chaque rotation sur le poste de travail) des objets et points contacts que les salariés sont amenés à toucher sur les postes de travail et dans tous lieux sous responsabilité de l'employeur, y compris les sanitaires et lieux



Certaines activités nécessitent, pour des cycles de temps, des échanges / manipulations d'objets entre salariés et autres personnes. Dans ces situations, un / client / protocole sanitaire spécifique comportant des points suivants : établi

- ¿ Nettoyage / désinfection régulier desdits objets, avec un produit actif sur le virus SARS-CoV-2 ;
- ¿ Hygiène systématique des mains avant et après les clients ou autres personnes concernées - l'eau et au savon de préférence à friction hydro-alcoolique ;
- ¿ Information des salariés et des clients ou personnes concernées par ces procédures.

Il est aussi possible de dédier des objets à un salarié.

Lorsque des objets dépeupent l'air de l'objet voyage la vapeur tels que sur l'habillement et la chaussure de mise en réserve temporaire (24h minimum, cf. avis HCSP du 6 mai 2020 sur les matières textiles).

En annexe 2 sont précisées les modalités de nettoyage.

### **Autres situations ou points de vigilance :**

- ¿ L'utilisation des vestiaires est organisée de manière à garantir le respect de la distance de distanciation physique associée au port du masque (une jaugage peut permettre de garantir le plein respect de cette mesure). Lorsque le masque doit impérativement être retiré (ex : prise de douche), la distance de deux mètres doit être respectée. Les vestiaires (casiers) sont nettoyés avec un produit actif sur le virus SARS-CoV-2.
- ¿ Vérifier le fonctionnement correct des ventilations. Une aération régulière des espaces de travail et d'accueil le plus souvent possible (le HCSP recommande, dans son avis du 14 janvier 2021, d'ouvrir les fenêtres pendant quelques minutes au minimum toutes les heures) ; sinon, on s'assurera d'un appoint d'air frais par le système de ventilation (cf. annexe 2).
- ¿ Les moments de convivialité réunissant les salariés en présentiel dans le cadre professionnel sont suspendus.

## Socle de règles en vigueur 23 mars 2021

### MESURES D'HYGIÈNE

- Se laver régulièrement les mains (l'eau et au savon ou disposition de serviettes à usage unique) ou par une friction hydro-alcoolique
- Se couvrir systématiquement le nez et la bouche en toussant ou éternuant dans son coude
- Se moucher dans un mouchoir à usage unique à éliminer immédiatement dans une poubelle à ouverture non-manuelle
- Éviter de se toucher le visage, en particulier le nez, la bouche et les yeux ou de toucher son masque
- Ne pas se serrer les mains ou s'embrasser pour se saluer

### DISTANCIATION PHYSIQUE ET PORT DU MASQUE

- Systématiser le port du masque dans les lieux clos et partagés
- Respecter une distance physique d'au moins 1 mètre
- Porter la distanciation à deux mètres lorsque le masque ne peut être porté, dans les situations prévues dans le question/réponse du ministère du travail (mentionné p8) ou les espaces de restauration collective, ainsi que dans les espaces extérieurs

### AUTRES RECOMMANDATIONS (cf. annexe 2)

- Aérer régulièrement les pièces fermées (le HCSP recommande d'aérer pendant au minimum toutes les heures) ou assurer un apport d'air neuf adéquat et la ventilation régulièrement vérifiée et conforme à la réglementation
- Nettoyer régulièrement avec un produit actif sur le virus SARS-CoV-2 les objets manipulés et les surfaces y compris les sanitaires
- Éliminer les déchets susceptibles d'être contaminés manuellement
- Éviter de porter des gants : ils donnent un faux sentiment de protection. Les gants deviennent eux-mêmes des vecteurs de transmission, le risque de porter les mains au visage est le même que sans gant, le risque de contamination est donc égal voire supérieur
- Rester chez soi si le salarié est cas contact ou en cas de symptômes évocateurs du Covid-19 (toux, difficultés respiratoires, etc.) et contacter son médecin traitant (en cas de symptômes graves, appeler le 15)
- En cas de personne symptomatique sur le lieu de travail, mettre en place le protocole prévu au chapitre V
- Auto-surveillance par les salariés de leur température : un contrôle systématique de température à l'entrée des établissements/structures. Cependant, toute personne est invitée à mesurer elle-même sa température en cas de sensation de fièvre avant de partir travailler. Surveiller l'écart de température par rapport à la température normale.

### III- LES DISPOSITIFS DE PROTECTION DES SALARIÉS

La doctrine générale en matière de prévention des équipements de protection individuelle (EPI) en dernier recours, lorsqu'il est impossible de recourir à une solution de protection collective de nature technique (écrans physiques, espacement des postes de travail, etc.) ou organisationnelle (décalage des horaires, dédoublement des équipes, etc.) ou lorsque cette dernière ne suffit pas à elle seule pour protéger le travailleur.

Les performances des EPI (masques FFP1, FFP2, FFP3, visières etc.) et des autres types de masques sont en effet très dépendantes du respect des mesures de prévention auxquelles se trouvent rarement réunies en pratique. Leur utilisation peut alors procurer un sentiment indu de sécurité et même devenir contre-productive. Ces équipements sont donc un complément des mesures de protection collectives et ne sauraient s'y substituer.

Lorsqu'ils sont à usage unique, leur approvisionnement constant et leur évacuation doivent être organisés. Les déchets potentiellement souillés sont à jeter dans un double sac poubelle, à conserver 24 heures dans un espace clos réservé à cet effet avant élimination dans la filière ordures ménagères. Lorsqu'ils sont réutilisables, leur nettoyage, selon les procédures adaptées, doit être organisé.

#### **Les masques (cf. tableau en annexe 3) :**

Pour faire face à la pandémie de Covid-19, le masque est un complément des gestes barrière mais ne peut se substituer au respect des différentes mesures dont les règles de distanciation physique et d'hygiène personnelle. Le masque ne peut être utilisé en complément des mesures de protection collectives et organisationnelles de protection contre les risques.

Les règles présentées ci-dessous ne préjugent pas des masques qui doivent être utilisés en temps normal par les travailleurs lorsqu'ils sont exposés dans le cadre de leur activité professionnelle (silice, poussières, légionnelles notamment dans les tours aéro-réfrigérantes, etc.).

L'utilisation des masques fournis pour lutter contre le Covid-19 ne doit pas conduire à une protection moindre concernant les autres risques.

Hors les cas où leur utilisation est prescrite par la réglementation en vigueur pour la protection de la santé des salariés, les masques FFP2 sont prioritairement réservés aux professionnels médicaux, y compris les personnels en charge du dépistage.

#### **Les visières :**

Les visières ne sont pas une alternative au port du masque. Dans les situations où des alternatives au port du masque ne peuvent être mises en œuvre, la visière constitue une mesure de prévention.

Néanmoins, elles sont un moyen supplémentaire de protection du visage et des yeux face aux virus transmis par les gouttelettes, en complément du port de masque, et en situation régulière de proximité avec plusieurs personnes, lorsqu'un dispositif de protection collective n'est pas possible.

La visière doit être nettoyée avec un produit actif sur le virus SARS-CoV-2 - plusieurs fois par jour et notamment après chaque utilisation.

### **Les gants et autres dispositifs de protection des salariés :**

Les autres dispositifs de protection des salariés (gants, lunettes, sur-blouses, charlots) obéissent aux mêmes règles : ils doivent être utilisés en cas que le port individuel de ces équipements de protection collective ou lors que le risque de contamination des vêtements au contact de surfaces potentiellement contaminées). Toutefois, dans la plupart des situations de travail en entreprise, les mesures d'hygiène (hygiène des mains, etc.) sont suffisantes. Dans le cadre de la pandémie de Covid-19, le ministère des solidarités et de la santé recommande le port de gants car ils donnent un faux sentiment de protection. Les gants deviennent eux-mêmes des vecteurs de transmission, le risque de porter les mains au visage est le même que sans gant, le risque de contamination est donc équivalent voire supérieur.

En cas de port de gants, il faut alors impérativement respecter les mesures suivantes :

- é **Ne pas porter les mains gantées au visage.**
- é Oter les gants en faisant attention de ne pas toucher sa peau avec la partie extérieure du gant.
- é Jeter ses gants dans une poubelle après chaque utilisation.
- é Se laver les mains ou réaliser une friction hydro-alcoolique après avoir ôté ses gants.

## **IV- LES TESTS DE DEPISTAGE**

Les entreprises ont un rôle à jouer dans la stratégie nationale de dépistage :

1. En relayant les messages des autorités sanitaires :

Toute personne présentant des symptômes ou qualifiée de cas-contact doit être invitée par son employeur à ne pas se rendre sur son lieu de travail.

Les personnes qui présentent des symptômes de la Covid-19 doivent s'isoler à leur domicile, dès l'apparition des symptômes, et effectuer un test PCR. Si elles ne sont pas en mesure de continuer à travailler depuis leur domicile, elles sont invitées à se déclarer sur le site [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr). Cette démarche leur permet de bénéficier du versement d'indemnités journalières en cas de déclaration des symptômes, sous réserve de réaliser un test PCR dans les 48h.<sup>3</sup>

Il en va de même pour les personnes cas contact d'une personne atteinte du Covid-19, dans les situations définies par Santé Publique France dans la fiche « [définition de cas défini au SARS-CoV-2 \(COVID-19\)](#) » et ayant été contactées par les services de l'Assurance maladie dans le cadre du « contact tracing » (traçage des contacts). Ces personnes peuvent solliciter un arrêt de travail pour s'isoler.<sup>4</sup>

<sup>3</sup> <https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/tester-alerter-protéger-suppression-du-jour-de-carence-pour-les-salariés>

<sup>4</sup> <https://www.ameli.fr/assure/covid-19/arrets-travail/covid-19-dispositif-dindemnisation-des-interruptions-de-travail>

2. En incitant les agents symptomatiques sur leur lieu de travail à le quitter immédiatement pour rejoindre leur domicile en portant un masque chirurgical que leur fournissent, en utilisant si possible un autre mode de transport que les transports en commun et à consulter sans délai, si possible par téléconsultation, un médecin afin d'obtenir un certificat médical.
3. En évaluant précisément les risques de contamination encourus sur les lieux de travail qui ne peuvent être évités et en mettant en place en conséquence des mesures de protection qui limiteront le nombre de personnes pouvant être en contact à risque avec un porteur du virus, symptomatique ou non.
4. En collaborant avec les autorités sanitaires si elles venaient à être contactées dans le cadre du « contact tracing » ou pour l'organisation d'une campagne de détection d'un cluster.

Au-delà des campagnes de dépistage organisées par les autorités sanitaires et auxquelles les entreprises peuvent participer, les employeurs peuvent, dans le respect des conditions réglementaires, proposer à ceux de leurs salariés qui sont volontaires, des actions de dépistage. A cette fin, la liste des tests rapides autorisés et leurs conditions d'utilisation sont rendus disponibles par les autorités de santé. Ces actions de dépistage doivent être intégralement financées par l'employeur et réalisées dans de bonnes conditions de bonne exécution de ces tests et la stricte préservation du secret médical. En particulier, aucun résultat ne peut être communiqué à l'employeur. Les modalités d'organisation des campagnes de dépistages sont disponibles sur le site de de Légifrance. Celle-ci prévoit notamment que les opérations de dépistage collectif doivent être préalablement déclarées sur un portail en ligne, au moins deux jours avant.

Par ailleurs, s'agissant des tests sérologiques, ce stade ne permet pas de tests sérologiques par les entreprises.

## V- LE PROTOCOLE DE PRISE EN CHARGE D'UNE PERSONNE SYMPTOMATIQUE ET SES CONTACTS RAPPROCHÉS

Il revient, à l'entreprise, en lien avec le service de santé au travail, de mettre en œuvre une procédure adaptée de prise en charge sans délai des personnes symptomatiques afin de les isoler rapidement dans une pièce dédiée, avec port du masque chirurgical et de les inviter à rentrer chez elles en utilisant si possible un autre mode de transport que les transports en commun et contacter leur médecin traitant. En cas de nécessité, les autorités en charge du « contact tracing », peuvent faciliter ces contacts par la réalisation de matrice en s'appuyant sur le historique d'activité dans l'entreprise. TousAntiCovid peut en ce sens être utile.

En présence d'une personne symptomatique (notamment toux, éternuements, nez qui coule, fièvre, perte de goût et de l'odorat, difficulté à respirer, parler ou avaler, perte de goût et de l'odorat).

- ¿ Isolément
- ¿ la protection ;
- ¿ la recherche de signes de gravité.

1- Isoler la personne symptomatique dans une pièce dédiée et aérée en appliquant immédiatement les gestes barrière, garder une distance raisonnable avec elle (au moins un mètre) avec port d'un masque chirurgical.

2- Mobiliser le professionnel de santé dédié de l'entreprise ou le référent Covid, selon l'organisation locale et le port d'un masque avant son intervention.

3- En l'absence de signe de gravité, contacter le médecin traitant pour avis médical. En cas de signes de gravité, organiser son retour à domicile en évitant les transports en commun et le port d'un masque chirurgical.

En cas de signe de gravité (ex. détresse respiratoire), appeler le SAMU :

- ¿ Composer le 15 (en étant suffisamment proche de la personne afin de permettre au médecin de lui parler éventuellement).
- ¿ Se présenter, présenter en quelques mots la situation (Covid-19, pour qui, quels symptômes), donner son numéro de téléphone, préciser la localisation et les moyens d'accès. L'assistant sera un médecin et donnera la conduite à tenir (en demandant souvent de parler à la personne concernée).
- ¿ Si l'envoi des secours est décidé par le centre de régulation, rester à proximité (en respectant la distance d'au moins 1 m) de la personne, surveiller le temps que les secours arrivent ; en cas d'éléments nouveaux, rappeler le Samu 15 ; ne jamais s'innervir ou agir dans l'urgence.

4- Après la prise en charge de la personne, prendre contact avec le service de santé au travail et suivre ses consignes, y compris pour le nettoyage et la désinfection du poste de travail et le suivi des salariés ayant été en contact avec le cas.

5- Si le cas Covid est confirmé, les contacts seront identifiés et classés en « à risque » ou « à risque négligeable » selon la définition de Santé publique France. Les contacts « à risque » seront pris en charge et placés en quarantaine. Des dérogations peuvent être accordées (professionnels d'établissement ou d'opérateurs d'importance nationale). Les contacts « à risque négligeable » ne seront pas pris en charge. Les contacts « à risque » seront pris en charge et placés en quarantaine. Les contacts « à risque négligeable » ne seront pas pris en charge. Les contacts « à risque » seront pris en charge et placés en quarantaine. Les contacts « à risque négligeable » ne seront pas pris en charge.

Des ressources documentaires utiles et informations complémentaires sur le lien suivant :

[https://solidarites-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/maladies/maladies-infectieuses/coronavirus/professionnels-de-sante/article/ressources-documentaires-a-destination-des-professionnels-de-sante?var\\_mode=calcul](https://solidarites-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/maladies/maladies-infectieuses/coronavirus/professionnels-de-sante/article/ressources-documentaires-a-destination-des-professionnels-de-sante?var_mode=calcul)

## VI- LA PRISE DE TEMPERATURE

Un contrôle de température des salariés n'est pas obligatoire mais le ministère des Solidarités et de la Santé conseille à toute personne de mesurer elle-même sa température à son domicile en cas de sensation de fièvre et plus généralement d'être attentif à sa santé.

Toutefois, les entreprises qui le souhaiteraient en précaution, peuvent organiser un contrôle de la température des personnes entrant sur leur site dans le respect de la réglementation en vigueur.

Doivent être exclus :

- les relevés obligatoires de température de contact seraient enregistrés dans un traitement automatisé ou dans un registre papier ;
- les opérations de captation automatisées de température au moyen d'outils des caméras thermiques.

En tout état de cause, en l'état des prescriptions de température n'est pas recommandée, le salarié a le droit de le refuser. Si l'employeur, devant son poste, il peut être tenu de lui verser le salaire correspondant à la journée de travail perdue.

## Annexe 1 Quelques bonnes pratiques à promouvoir dans la gestion des flux de personnes

- o Entrée du site :
  - é En cas de tourniquet : à condamner pour éviter contact mains, sauf si risques d'intrusion important, auquel cas il faut tourniquet et l'hygiène des mains.
  - é Marquage éventuel au sol en amont pour le respect de la distanciation physique.
- o Séparation des flux :
  - é A l'intérieur du bâtiment, un sens unique de marquage lisible au sol pour éviter les croisements, les retours en arrière. Sens unique dans les ateliers, couloirs, escaliers configuration du bâtiment le permet, les différencier afin de prévenir le croisement.
  - é Plans de nettoyage régulier des rampes d'escaliers important de tenir la rampe dans les escaliers (en moyenne 10 % des accidents du travail proviennent de chutes dans les escaliers, avec parfois des conséquences très graves.)
  - é Réorganisation des horaires pour éviter les arrivées nombreuses des salariés, clients, fournisseurs ou prestataires.
  - é Plan de circulation piétons, engins motorisés, et véhicules (distanciation physique à adapter).
  - é Ascenseurs : limiter le nombre de personnes pour respecter la distanciation un mètre et afficher clairement les consignes sur les paliers.
- o Zones d'attentes
  - é Marquage au sol : entrées, sorties
- o Lieux de pause : distributeurs/machines à café/pointeuse. Afficher les mesures barrières : hygiène des mains avant et après utilisation, en plus du nettoyage par les prestataires.
- o Locaux communs (salle de réunion) ou sociaux :
  - é Une fois déterminé le nombre maximum de salariés présents dans le local, prévoir un indicateur à l'entrée qui permet de connaître le nombre de personnes présentes. Le dispositif équivalent permettant d'annoncer l'entrée est distante de la sortie.
  - é Portes ouvertes si possible pour éviter les contacts des mains avec les surfaces (poignées, etc.).
- o [Restaurant collectif : sens unique, marquage des sols, respect des distanciations, aménagement des horaires.](#)
- o Bureaux :
  - é Privilégier une personne par bureau ou par pièce de façon nominative.
  - é Éviter le partage des outils et objets en leur travail (ciseaux, stylos, etc.) et leur nettoyage et désinfection.
  - é A défaut, pour les bureaux partagés, éviter le face à face, permettre une distance physique d'au moins un mètre, utiliser si possible une ventilation régulière ou un système de ventilation neuf adapté.



- é Pour les espaces habituellement en open flex : attribuer un poste fixe et le placement libre à un poste de travail.
- o Portes ouvertes, sauf si portes coupe-feux non équipées de dispositif de fermeture automatique, afin de limiter les contacts avec les personnes entrant et sortant des portes avec une griffe personnelle).
- o Parking : le parking fait partie des lieux de travail pour les salariés ; cette zone doit être intégrée dans les mesures de prévention (plan de circulation, gestion des emplacements et des flux).
- o Accueil intervenants extérieurs :
  - é Transmission des informations en amont via l'agence d'emploi
  - é Accompagnement de chaque intervenant pour les besoins et les consignes ;
  - é En cas de contrôle de sécurité avant accès, un poste de sécurité dédiée doit être mise en place : marquage, procédure simplifiée si possible, mise en place de tables.

## Annexe 2 Nettoyage/ désinfection des surfaces et aération des locaux : modalités pratiques

Il est nécessaire d'aérer régulièrement des espaces clos en dehors de la présence des personnes.

Il est nécessaire de mesurer régulièrement le débit d'air neuf (VMC).

Il ne faut pas utiliser de ventilateur, si la climatisation, dont la maintenance régulière doit être assurée, doivent éviter de générer des flux d'air vers les personnes et de recycler l'air plan sanitaire.

Il est nécessaire de réaliser un nettoyage à l'aide de produits selon les méthodes habituelles, sans mesure de désinfection supplémentaire si l'établissement est complètement fermé.

Il est nécessaire de décliner un plan de service de nettoyage périodique avec suivi, assurant le nettoyage désinfectant systématique de toutes les surfaces des mobiliers, matériels et ustensiles sujets aux contacts corporels et susceptibles de pouvoir être contaminés, :

- ¿ Dans les lieux communs pour les portes, poignées, interrupteurs, robinets et équipements collectifs (ex. machines à café, distributeurs, etc.),
- ¿ Une attention particulière doit être accordée aux toilettes, en prévoyant un nettoyage et une désinfection de celles-ci (avec mise à disposition de savon, de serviettes à usage unique et d'une poubelle à vider régulièrement).

### Fréquences de nettoyage :

Nettoyage fréquent des surfaces et des objets qui sont fréquemment touchés : par un produit actif sur le virus SARS-CoV-2 afin de garantir la désinfection.

Nettoyage journalier des sols : selon les procédés habituels.

Nettoyage journalier des matériels roulants, infrastructure de transport, aéronefs.

Note : Le terme désinfection utilisé ici vise la destruction du coronavirus uniquement avec un produit actif sur ce virus (et non une opération de désinfection sur des micro-organismes beaucoup plus résistants, rencontrés par exemple en milieu de soin ou dans des laboratoires médicaux).

### Réouverture :

Si les lieux n'ont pas été fréquentés dans les 5 derniers jours, un nettoyage suffit. Aucune mesure spécifique de désinfection n'est recommandée de :

- ¿ Bien aérer les locaux ou s'assurer d'un apport d'air neuf par ventilation ;
- ¿ Laisser couler l'eau afin d'évacuer l'humidité des surfaces intérieures pendant la durée de fermeture.

Si les lieux ont été fréquentés dans les 5 derniers jours, même partiellement, par précaution, un nettoyage avec un produit actif sur le virus SARS-CoV-2 doit avoir lieu comme décrit ci-après.

## Nettoyage quotidien après réouverture :

Le nettoyage journalier des sols et des matériels se fait par les procédés habituellement utilisés dans l'entreprise.

Pour nettoyer les surfaces et objets fréquemment touchés et potentiellement contaminés, il convient d'utiliser un produit actif sur le virus SARS-CoV-2. Ce produit doit être compatible avec les surfaces et objets traités. Par exemple, les savons, les dégraissants, les détergents et les désinfectants qui contiennent un ou plusieurs lipides du virus), ou le nettoyage à la vapeur sont proposés.

Lorsque l'évaluation des risques le justifie, notamment en cas d'une SARS-CoV-2 dans l'entreprise, une opération de désinfection complémente le nettoyage. Une désinfection visant le SARS-CoV-2 est réalisée avec un produit répondant à la norme virucide (NF EN 14476 juillet 2019), ou avec d'autres produits comme l'eau de Javel à la concentration virucide de 0,5 % de chlore actif (par exemple 1 litre de Javel à 2,6 % + 4 litres d'eau froide). Les opérations de désinfection ne doivent être réalisées que lorsque strictement nécessaires car l'usage répétitif de désinfectants peut créer un déséquilibre de l'écosystème microbien et des négligeables ; en outre une désinfection inutile constitue une opération de travail à risque pour les travailleurs (exposition aux produits chimiques, troubles musculo-squelettiques).

Ces opérations se feront en respectant les préconisations indiquées dans le document ED 6347 de l'INRS. De façon générale, il conviendra de ne pas remettre en suspension dans l'air les micro-organismes présents sur les surfaces (ne pas utiliser de jet d'eau à haute pression, ne pas secouer les chiffons), imbibés ou à imbibement du produit de son choix, des raclettes.

- z Suivre les instructions du fabricant pour tous les produits de nettoyage et de désinfection (ex. la concentration, la méthode d'application et le temps de contact, etc.) ;
- z Les lingettes et bandeaux à usage unique doivent être éliminés dans un sac en plastique étanche, via la filière des ordures ménagères ;
- z Les moquettes pourront être dépoussiérées au moyen d'un aspirateur muni d'un filtre HEPA : High efficiency particulate air. Filtre retenant les particules fines et les micro-organismes des poussières rejetés par l'aspirateur ;
- z Bien aérer après les opérations de nettoyage et/ou de désinfection ;
- z Procéder plusieurs fois par jour au nettoyage-avec un produit actif sur le virus SARS-CoV-2 des surfaces et des objets réguliers : bandeaux nettoyants :
  - é en portant une attention particulière aux surfaces en plastique et en acier ;
  - é notamment des sanitaires, équipements de travail collectifs, rampes d'escaliers, poignées de portes, interrupteurs, d'ascenseurs, combinés de téléphone, appareils de paiement, comptoir d'accueil, mobilier ;
  - é pour la désinfection des objets portés à la bouche des enfants, en fonction des matières (et indications) ou utiliser un produit désinfectant en privilégiant les produits compatibles avec les surfaces alimentaires puis rincer longuement à l'eau.

Les personnels de nettoyage des locaux seront équipés de leurs EPI usuels.

## Annexe 3 Les masques

	<b>Appareil de protection respiratoire de type FFP</b>	<b>Masque chirurgical</b>	<b>Masque « grand public » à filtration supérieure à 90% (ex Catégorie 1) :</b>
<b>Nature de l'équipement</b>	Equipement de protection individuelle (EPI) de sécurité et de santé conforme à la norme NF EN 149 : 2001.	Dispositif médical répondant à des exigences européennes de sécurité et de santé conforme à la norme NF EN 14683.	Masque individuel à usage des professionnels en contact avec le public.
<b>Usage</b>	Protection des professionnels de santé réalisant des gestes invasifs (ex. intubation) ou effectuant des manœuvres su a ériennes. Protection du porteur et de son environnement	Protection des professionnels de santé en dehors des indications du masque FFP2. Protection des personnes à risque de forme grave de Covid. Protection de l'environnement qui le porte	Protection collective des travailleurs dans le cadre du port systématique du masque. Protection de l'environnement qui le porte.
<b>Performances</b>	3 catégories : -FFP1 (filtration de 80 % des aérosols de 0,6 micron), -FFP2 (94 %) -FFP3 (99 %)	Plusieurs types : type I, type II et IIR (particules de 3 microns). Les types IIR sont destinés à un usage en chirurgie.	Filtration de 90% des particules de 3 microns émises par le porteur. L'efficacité repose sur le port généralisé

Plus d'informations sur

<https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/questions-reponses-par-theme/article/mesures-de-prevention-dans-l-entreprise-contre-la-covid-19>



**MINISTÈRE  
DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI  
ET DE L'INSERTION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*